



GOUVERNEMENT

*Liberté
Égalité
Fraternité*



Partenariats

Note de cadrage

Cette note a pour objectif de présenter les modalités d’instruction et de contrôle des opérations collaboratives, aussi dénommées « partenariats ».

VERSION 1 / JUIN 2022

Tableau de suivi de la NDC :

Version	Modifications	Date	Nom du document validé et effectif (PDF)
V1.0	Diffusée	Juin 2022	II.6 Partenariat V1.0

Textes réglementaires concernés pour ce dispositif :

Textes de référence	Articles
Textes de références nationales	
Décret n°2022-608 du 21 avril 2022 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens de la politique de cohésion et de la pêche et des affaires maritimes pour la période de programmation 2021-2027	Articles 2 et 4

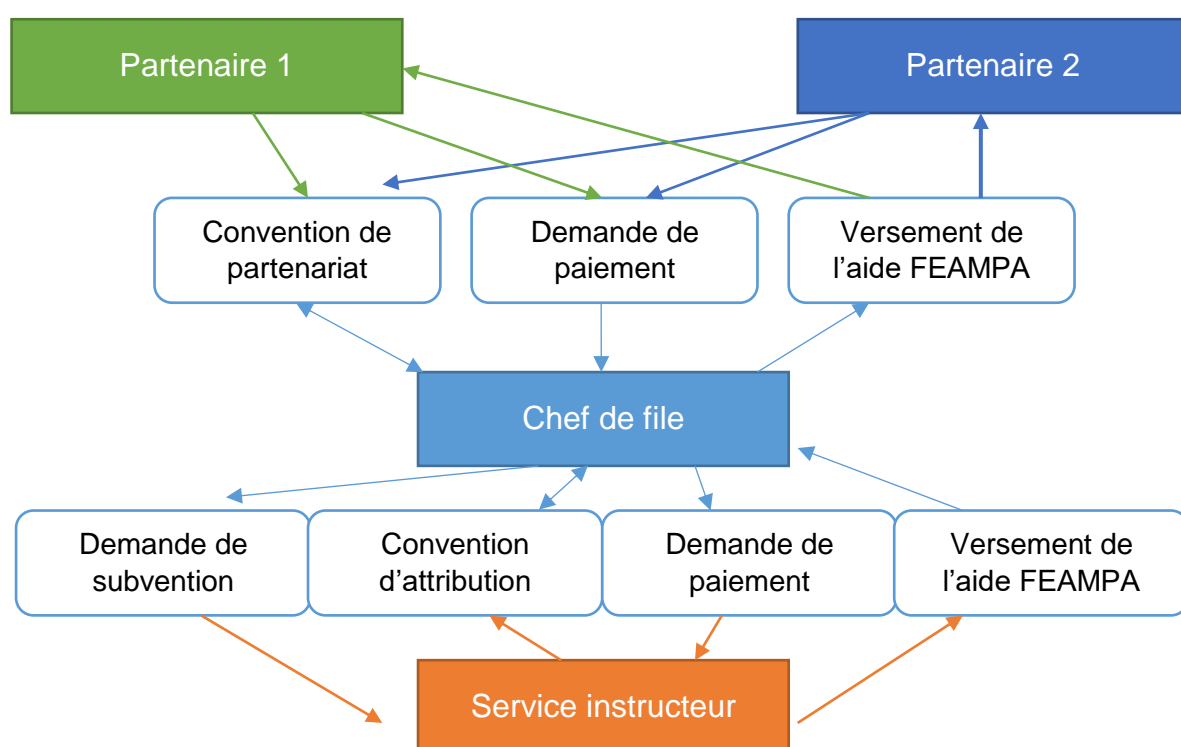
Sommaire :

- I. Points spécifiques de contrôle liés à l'instruction et aux demandes de subvention
- II. Opérations ne relevant pas d'un partenariat

Le FEAMPA incite, pour certaines mesures, les porteurs de projet à s'appuyer sur un partenariat notamment aux fins de favoriser la mise en réseau des acteurs et la capitalisation des expériences. Dans le décret n°2022-608 à son article 2, une opération collaborative est définie comme étant une « opération de coopération entre un chef de file et d'autres partenaires, qui contribuent chacun à sa réalisation ». Le chef de file est alors « une personne morale ou une personne physique, qui coordonne la mise en œuvre d'une opération collaborative [...] dont elle est responsable devant l'autorité de gestion et qui agit pour le compte de partenaires avec qui elle passe une convention à cet effet. Elle déclare les dépenses supportées le cas échéant par elle-même et celles supportées le cas échéant par ses partenaires ». Plusieurs partenaires interviennent sur l'opération, mènent des actions et en supportent les dépenses.

Dès lors, conformément à l'article 4 du décret précité, « sous réserve des dispositions de la législation de l'Union européenne applicables à chaque fonds, les dépenses sont éligibles si : [...] 3° Elles respectent les catégories de dépenses éligibles et les modalités prévues par l'acte attributif tel que définies à l'article 73, alinéa 3 du règlement (UE) 2021/1060. Dans le cadre d'une opération collaborative, une convention est conclue entre le chef de file et ses partenaires. Elle précise notamment le plan de financement de l'opération, les obligations respectives des signataires, les modalités de reversement de l'aide et de traitement des litiges ainsi que les responsabilités des parties en cas de procédure de recouvrement d'indus. Cette convention est annexée à l'acte attributif de l'aide ».

Le partenariat s'applique principalement aux mesures fonctionnant par appel à projets.



Le chef de file supporte les tâches de pilotage de l'opération au nom des partenaires, la collecte des budgets et des plans de financement prévisionnels de chaque partenaire, la mise au point du plan de travail et la coordination du projet, la rédaction du dossier technique. C'est aussi lui qui perçoit l'aide FEAMPA et le cofinancement, en cas de paiement simultané des aides, et la reverse aux partenaires.

I. Points spécifiques de contrôle liés à l'instruction et aux demandes de subvention

- Les demandes de subvention et de paiement sont soumis et signées par le chef de file. Il est aussi l'interlocuteur unique du service instructeur et le signataire de la décision attributive.
- Les pièces justificatives et les documents budgétaires doivent être déclinés pour chaque partenaire. De même, les conditions d'éligibilité sont vérifiées pour chaque partenaire.
- La demande de subvention doit être accompagnée d'une **convention de partenariat** signées par l'ensemble des partenaires et annexées à la convention d'attribution. Un modèle de convention est fourni par l'AG même si sa forme est libre. Le service contrôle que les éléments suivants y figurent obligatoirement :
 - ✓ Les obligations respectives des signataires ;
 - ✓ Les modalités de reversement de l'aide FEAMPA du chef de file aux partenaires ;
 - ✓ Les modalités de traitement des litiges ainsi que les responsabilités des parties en cas de procédure de recouvrement d'indus ;
 - ✓ Les tableaux « dépenses prévisionnelles » et « ressources prévisionnelles ». Elles constituent le plan de financement de l'opération et respectent le format fourni par l'autorité de gestion ;
 - ✓ Les engagements et les responsabilités de chaque partenaire, y compris l'ensemble des obligations incombant aux bénéficiaires d'une aide cofinancée par le FEAMPA (notamment en matière de contrôle et d'audit) ;
 - ✓ La durée de l'opération. Ces dates ne peuvent être modifiées que par un avenant à la convention de partenariat. En cas de commencement des travaux par l'un des partenaires avant la signature de la convention de partenariat ou le dépôt de la demande, il convient d'indiquer comme date de début de l'opération la date du premier acte juridique passé pour la réalisation du projet. Les dates de début et de fin d'opération sont reportées dans le formulaire tronc commun et la convention attributive de l'aide. Elles constituent les dates de début et de fin d'éligibilité des dépenses.

Dès lors que la convention de partenariat n'est pas fournie au moment du dépôt de la demande de subvention, elle devra l'être au plus tard préalablement à l'établissement de la convention attributive FEAMPA.

Au moment de la demande de paiement, un partenaire peut renoncer à présenter des dépenses qui avaient été prévues dans la convention sans porter préjudice aux dépenses des autres partenaires dès lors que l'opération est bien réalisée.

- **L'intensité de l'aide est déterminée pour chaque partenaire** selon les règles de l'objectif spécifique figurant dans le document présentant les critères de sélection et la nature du bénéficiaire. Les majorations ou minorations sont prévues à l'article 41 et à l'annexe III du règlement FEAMPA. → Ces règles sont déclinées dans une note de cadrage spécifique et permettront de fixer les taux d'intensité retenus dans les documents de déclinaison opérationnelle auxquels il convient de se référer pour vérifier le taux d'intensité.

Enfin, le SI devra contrôler après le paiement de la subvention au chef de file que les reversements ont été bien réalisés et selon les montants définis pour chaque partenaire et le tracer dans le système d'information.

II. Opérations ne relevant pas d'un partenariat

- La prestation commerciale : lorsque le maître d'ouvrage rémunère une structure extérieure en échange d'une prestation commerciale rendue. Une procédure de mise en concurrence est alors obligatoire dès

lors que le code des marchés publics ou l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 s'appliquent au commanditaire. Il y a alors un bénéficiaire de l'aide et un prestataire.

- La sous-traitance : la sous-traitance est une opération triangulaire par laquelle une entreprise (ou prestataire) confie, par un contrat de sous-traitance et sous sa responsabilité, à une autre personne appelée sous-traitant tout ou partie de l'exécution de son contrat de prestation conclu avec le maître d'ouvrage (article 1^{er} de la loi du 31 décembre 1975). Dès lors, toute sous-traitance au sens de la loi du 31 décembre 1975 est également une prestation de services. Dans le cadre d'une opération FEAMPA, il y a dès lors un bénéficiaire de l'aide FEAMPA (chef de file ou partenaire), un prestataire et un sous-traitant.
- La mise à disposition : Le recours par un bénéficiaire (chef de file ou partenaire) à un salarié d'une structure extérieure « prêteuse » peut prendre la forme d'une mise à disposition. En cas de mise à disposition de personnel à titre pécuniaire, la copie de la convention de mise à disposition nominative doit être fournie. La facture émise par la structure prêteuse peut être présentée par le bénéficiaire de l'aide dans sa demande de paiement.
- Les contributions en nature : Seul un bénéficiaire (chef de file ou partenaire) peut apporter des contributions en nature à une opération FEAMPA (qu'elle soit collaborative ou non).
- Le bénéficiaire collectif au sens du règlement FEAMPA : pour la définition de bénéficiaire collectif, se rapporter à la note de cadrage portant sur l'intensité de l'aide.
- Les partenaires de la DCF : Les organismes participant à la DCF sont appelés « partenaires de la DCF ». Ces organismes sont tous bénéficiaires uniques et portent chacun une ou plusieurs opérations FEAMPA pour la réalisation du plan national de collecte de données. Ils n'entrent pas dans le cadre des opérations collaboratives au sens du décret d'éligibilité des dépenses.